

**ARRÊTÉ
de mise en demeure
à l'encontre de la société HUTCHINSON SNC à CHALETTE-SUR-LOING**

**La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du 10 février 2021 portant nomination de Mme Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012, complété les 27 août 2014, 26 juin 2019 et 7 octobre 2019, autorisant la société HUTCHINSON SNC à exploiter une installation de fabrication de pièces caoutchouc et plastiques pour l'automobile, l'industrie et le grand public, situé rue Gustave Nourry sur la commune de CHALETTE-SUR-LOING ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu la communication à l'exploitant des rapports de l'inspection des installations classées relatifs aux visites des 20 et 27 juin 2022 du site de CHALETTE-SUR-LOING, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1^{er} août 2022 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prononcée à son encontre ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur le projet de mise en demeure susvisé par courrier du 6 octobre 2022 ;

Considérant que lors de la visite en date du 20 juin 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les eaux d'extinction de l'incendie du bâtiment 705 se sont en partie infiltrées dans le fossé Ouest du bâtiment ;

Considérant que lors de la visite en date du 27 juin 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks des matières combustibles ;
- L'exploitant ne dispose pas de document sur les mesures de maîtrise des risques définies dans son étude des dangers ;
- Des dispositifs de détection incendie sont en dérangement ;
- Des dispositifs de lutte contre les incendies sont défectueux, absents ou ne sont pas accessibles ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, et des articles 7.1, 7.5.1., 7.5.2., 7.7.2, 7.7.4, 7.7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé.

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société HUTCHINSON SNC de respecter les dispositions des articles de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 - La société HUTCHINSON SNC, dont le siège social est situé au 2 rue Balzac à PARIS (75008), pour le site qu'elle exploite à CHÂLETTE-SUR-LOING, rue Gustave Nourry, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - les dispositions de l'article 7.1. de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 relatives à la prévention des accidents qui doivent conduire l'exploitant à entreposer le dichlorométhane conformément aux recommandations de la fiche des données sécurité (FDS) ;
- **Avant le 31 décembre 2022 :**
 - les dispositions de l'article 7.5.2. de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé relatives à la surveillance et la détection des zones de dangers ;
 - A ce titre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :
 - a - le référentiel d'exploitation pour l'ensemble des détecteurs avec leurs particularités et leurs localisations et les opérations de maintenance à assurer pour maintenir leur efficacité ;
 - b- les rapports de contrôle des organismes compétents attestant de leur bon fonctionnement.
 - les dispositions de l'article 7.7.2. et 7.7.4. de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé relatives à l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie ;
 - A ce titre l'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs attestant du bon fonctionnement :
 - a - des robinets d'incendie armés (RIA) du bâtiment 813, 906 , 903 ;
 - b- des RIA à mousse ;
 - c - des poteaux incendie (PI) 6, 11, 13 ;
 - d - des trappes de désenfumage.
 - les dispositions de l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé relatives à la gestion des eaux d'extinction d'un incendie ;
 - A ce titre l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de réexamen détaillé des dispositions mises en place pour assurer le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.
 - les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, relatives au suivi des stocks de matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ;
 - A ce titre, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'état des stocks de matières pour chaque bâtiment.
- **Avant le 30 juin 2023 :**
 - les dispositions de l'article 7.5.1. de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 susvisé relatives aux mesures de maîtrise des risques.
 - A ce titre l'exploitant identifie les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté est notifié à la société HUTCHINSON SNC par voie postale.
En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ORLÉANS, LE

16 NOV. 2022

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Benoît LEMAIRE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Diffusion

- Société HUTCHINSON SNC
- M. le Sous-Préfet de MONTARGIS
- M. le Maire de CHALETTE-SUR-LOING
- M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des I.C.P.E. (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45)